

FIRST AFRIQUE

HEBDO N°0487 du 06 au 12 Janv 2025

Magazine

BÉNIN-NIGER



**UNE MAIN TENDUE
POUR L'UNITÉ
RÉGIONALE**

Sommaire

HEBDO N°0487 du 06 au 12 Janv 2025

Cette semaine, plongez au cœur de l'actualité africaine et internationale avec des analyses pointues, des reportages exclusifs et des sujets qui font vibrer le continent :

BÉNIN-NIGER : UNE MAIN TENDUE POUR L'UNITÉ RÉGIONALE

Un rapprochement stratégique pour consolider la coopération et renforcer l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest.

VODUN DAYS : PROGRAMME D'UNE CÉLÉBRATION MONDIALE

Le Vodoun à l'honneur : découvrez les moments forts et les symboles d'une tradition qui s'invite sur la scène internationale.

GUINÉE : DOUMBOUYA ANNONCE UNE ANNÉE DÉCISIVE

Le président guinéen dévoile ses grandes priorités pour 2025. Une année placée sous le signe des réformes.

GHANA : LE BUDGET PROVISOIRE ADOPTÉ IN EXTREMIS

Une situation tendue pour le gouvernement ghanéen, qui parvient de justesse à faire adopter son budget.

MALI : CHOGUEL MAÏGA RÉPOND AUX ACCUSATIONS

L'ancien Premier ministre malien défend son bilan et appelle à la vertu dans la gouvernance.

RDC : TENSIONS AUTOUR D'UN DIPLOMATE FRANÇAIS

Le climat diplomatique se tend entre Kinshasa et Paris après une série d'incidents.

MOZAMBIQUE : LEADER DE L'OPPOSITION DE RETOUR

Un retour attendu sur la scène politique mozambicaine : quelles en seront les répercussions ?

BITCOIN : SEIZE ANS D'UNE RÉVOLUTION FINANCIÈRE

Retour sur l'épopée du Bitcoin, une innovation qui a transformé les économies mondiales.

NIGER : MOUSSA TCHANGARI ÉCROUÉ À FILINGUÉ

Les dessous de l'incarcération du militant nigérien, symbole des tensions politiques actuelles.

FIRST AFRIQUE HEBDO N°0487, c'est un regard éclairé sur un continent en mouvement et des clés pour mieux comprendre les défis et opportunités qui façonnent notre monde.

Bonne lecture et excellente semaine !

LEADER DE L'OPPOSITION DE RETOUR

Le Mozambique s'apprête à accueillir le retour de Venancio Mondlane, principal opposant au régime en place, après un exil prolongé. Ce dimanche 5 janvier, Mondlane a annoncé qu'il rentrerait dans son pays le jeudi suivant, marquant un tournant dans le climat politique tendu qui règne depuis les élections d'octobre dernier.

Mondlane a mené, depuis l'étranger, des manifestations massives dénonçant les résultats des élections présidentielles, qu'il considère comme frauduleux. Ces contestations ont été marquées par une répression violente ayant causé la mort de dizaines de personnes. Les affrontements ont exacerbé les divisions politiques et sociales dans un pays déjà fragilisé par des tensions économiques et sécuritaires.

La victoire de Daniel Chapo, dont l'investiture est prévue pour le 15 janvier, reste au cœur de la controverse. Mondlane

et son parti politique accusent le régime d'avoir manipulé le processus électoral pour maintenir le pouvoir. Malgré ces allégations, les institutions nationales et une partie de la communauté internationale ont validé les résultats.

Le retour de Mondlane au Mozambique pourrait intensifier les tensions politiques à l'approche de l'investiture présidentielle. Son retour est perçu par ses partisans comme un acte de défiance face au

pouvoir en place, mais également comme un signal d'engagement en faveur d'un dialogue direct avec les autorités.

Toutefois, la perspective d'un retour pacifique reste incertaine. Certains craignent que la présence de Mondlane ne déclenche de nouvelles vagues de protestations, potentiellement accompagnées de répressions violentes. Les autorités mozambicaines n'ont pas encore communiqué officiellement sur cette annonce,

laissant planer le doute sur leur stratégie face à cet événement.

Le retour de Venancio Mondlane marque une étape cruciale pour l'avenir politique du Mozambique. Tandis que le pays se prépare à l'investiture de son président, les regards restent tournés vers cet opposant déterminé, dont les actions pourraient redéfinir le paysage politique dans les semaines à venir.





UNE PREMIÈRE ÉDITION INOUBLIABLE

La première édition des « Vodun Days » se tiendra du 9 au 11 janvier 2025 à Ouidah, au Bénin. Cet événement culturel d'envergure internationale s'annonce déjà comme un moment marquant dans la célébration et la reconnaissance de la culture vodun. Berceau de cette tradition ancestrale, le Bénin entend renforcer sa position de gardien et de promoteur de

ce patrimoine unique. Pendant trois jours, Ouidah, ville emblématique de l'histoire du vodun, accueillera des cérémonies, des spectacles, et des rencontres qui mettront en lumière les multiples facettes de cette spiritualité et de son influence mondiale.

L'un des moments les plus attendus de cette célébration est la prestation du célèbre Ballet

Folklorique de Bahia, en provenance du Brésil. Le groupe est arrivé à Cotonou dans la nuit du 3 janvier, accueilli chaleureusement par Sindé Chekete, le Directeur de Bénin Tourisme. À la tête de la délégation, Walson Botelho, directeur exécutif du ballet, a exprimé l'enthousiasme et l'émotion de son équipe. « *Nous sommes très, très contents d'être ici au Bénin. Nous avons notre racine en Afrique,*

UNE PREMIÈRE ÉDITION INOUBLIABLE

et particulièrement au Bénin. Le Brésil doit tout au Bénin et à l'Afrique», a-t-il déclaré.

Le spectacle que le Ballet Folklorique de Bahia présentera, intitulé Héritage sacré, est un hommage vibrant aux traditions religieuses et culturelles de Bahia, elles-mêmes profondément ancrées dans l'héritage africain. Ce spectacle promet d'être un moment fort des « **Vodun Days** », avec des performances mêlant danse, musique et spiritualité.

Fondé en 1988, le Ballet Folklorique de Bahia est reconnu dans le monde entier pour ses spectacles captivants qui célèbrent la culture afro-brésilienne. Ses danseurs, vêtus de costumes traditionnels éclatants, exécutent des chorégraphies dynamiques accompagnées de rythmes puissants. Chaque pas, chaque percussion, chaque geste raconte une histoire, un voyage, une mémoire. Ces performances sont bien plus que du divertissement : elles sont une célébration de la résilience, de la joie et de l'identité culturelle des descendants africains au

Brésil.

Pour Sindé Chekete, la venue de ce groupe illustre parfaitement l'objectif des « **Vodun Days** ». **« Le ballet folklorique de Bahia va performer le 10 janvier prochain après la Grande Cérémonie Vodun. L'idée est de révéler au Bénin et au monde comment la culture vodun, dont nous sommes le berceau, s'est exportée au Brésil et comment, sur les plans artistique, culturel et spirituel, elle s'est développée. »**

Au-delà du spectacle, la première édition des « **Vodun Days** » s'inscrit dans une démarche plus large de valorisation et de promotion de la culture vodun, souvent méconnue ou mal comprise à l'échelle internationale. Cet événement offre une plateforme pour célébrer cette spiritualité unique et pour engager un dialogue avec les cultures issues de la diaspora africaine. En connectant les racines africaines à leurs expressions dans le Nouveau Monde, les « **Vodun Days** » cherchent à renforcer les liens entre les communautés africaines et leurs descendants dispersés à travers le globe.

Le choix d'Ouidah comme lieu central de cette célébration n'est pas anodin. Ville portuaire marquée par l'histoire de la traite négrière, Ouidah est aussi un haut lieu du culte vodun. C'est ici que se trouve la célèbre Route des Esclaves, symbole poignant de la déportation des Africains vers les Amériques. Les « **Vodun Days** » prennent donc une dimension symbolique forte, en transformant cet espace chargé d'histoire en un lieu de réconciliation, de célébration et de renouveau. Pour le Ballet Folklorique de Bahia, cette participation est également une manière de rendre hommage à leurs ancêtres. Le groupe a toujours cherché à préserver et à promouvoir les traditions afro-brésiennes, qui trouvent leurs racines dans les cultures africaines. À travers leurs danses, leurs chants et leurs rituels, ils rappellent que ces traditions, loin d'être figées, sont vivantes et continuent d'évoluer.

Le programme des « **Vodun Days** » prévoit également des cérémonies rituelles, des expositions artistiques,



© Présidence du Bénin

et des échanges entre chercheurs, artistes et praticiens du vodun. Ces activités visent à démystifier cette spiritualité et à la présenter sous un jour nouveau, en insistant sur sa richesse et sa contribution à l'humanité. En organisant cet événement, le Bénin affirme son rôle de leader dans la préservation et la promotion des traditions africaines. Pour les autorités, il s'agit aussi de faire des « **Vodun Days** » une vitrine culturelle et touristique. Les retombées économiques et médiatiques de cette première édition pourraient renforcer l'attrac-

tivité du Bénin à l'échelle internationale.

Les « **Vodun Days** » ne sont pas seulement une célébration du passé, mais aussi un regard vers l'avenir. Ils incarnent une volonté de transmission, de reconnaissance et de dialogue. À travers des initiatives comme celle-ci, le Bénin et ses partenaires internationaux contribuent à redonner au vodun la place qu'il mérite dans le patrimoine mondial.

Cet événement inaugural, avec ses promesses de moments forts et d'émotions partagées,

marquera sans aucun doute un tournant dans la manière dont le vodun est perçu et célébré. Pour les participants, les artistes et les spectateurs, ce sera une expérience inoubliable, une plongée dans un univers où histoire, spiritualité et art se rencontrent pour créer quelque chose d'unique.

Les « Vodun Days » promettent d'être bien plus qu'un festival : une véritable ode à l'héritage africain et à son rayonnement à travers le monde.





PROGRAMME D'UNE CÉLÉBRATION MONDIALE

PROGRAMME OFFICIEL

2ème édition des Vodun Days

9, 10 et 11 janvier 2025



Les Vodun Days 2025, qui se tiendront du 9 au 11 janvier à Ouidah, au Bénin, promettent une immersion complète dans la richesse et la spiritualité de la culture vodun. Cet événement international célèbre un patrimoine vivant, mêlant

rituels ancestraux, spectacles artistiques et rencontres culturelles, pour un voyage unique entre tradition et modernité.

Le programme s'articule autour de moments forts répartis sur trois journées, chacun mettant en lumière un

aspect différent de la culture vodun. Des lieux emblématiques comme la Place Maro, l'Esplanade du Fort Français, le Temple des Pythons et la Forêt sacrée de Kpassè accueilleront diverses animations dès 9 heures chaque matin. Les visiteurs auront l'occasion d'assister à

PROGRAMME D'UNE CÉLÉBRATION MONDIALE

des démonstrations spirituelles, des danses rituelles et des performances artistiques, témoignant de l'énergie vibrante et de l'authenticité de cette tradition.

Le 9 janvier, la journée sera marquée par l'ouverture officielle des festivités avec une ambiance festive sur la plage de Ouidah. À partir de 19 heures, un concert géant réunira artistes béninois et internationaux. Parmi les performances attendues, celles d'Axel Merry, Sessimè, et Kassav', figures emblématiques de la musique africaine et caribéenne, promettent d'embraser la scène. La diversité des artistes présents illustre la portée internationale de l'événement et son rôle de passerelle culturelle entre l'Afrique et le monde.

Le 10 janvier, l'attention se portera sur la Grande Cérémonie Vodun, un moment solennel et spirituel débutant à 19 heures près de la Porte du Non-Retour. Cette cérémonie symbolique rassemblera fidèles et curieux pour une immersion dans les

rituels sacrés. Une procession de fidèles en costumes traditionnels précédera des consultations divinatoires et une bénédiction œcuménique, symbolisant la profondeur et la vitalité de cette spiritualité.

La soirée du 10 janvier sera également sublimée par des spectacles exceptionnels. Le ballet béninois ouvrira les performances avec des danses traditionnelles captivantes, suivi par le Ballet Folklorique de Bahia. Cette troupe brésilienne emblématique illustrera comment le vodun a traversé l'Atlantique pour s'enraciner dans les cultures afro-brésiliennes, à travers des prestations mêlant capoeira, samba de roda et percussions envoûtantes. Ce dialogue artistique entre continents promet d'être l'un des moments forts des Vodun Days.

Le dernier jour, le 11 janvier, sera marqué par l'inauguration de l'Arène de Ouidah, un espace dédié aux expressions culturelles et spirituelles. À partir de 15h45, des artistes comme Dawetin, Egungun et Boyi-Bowa

se produiront, offrant une célébration intense de la culture locale. Entre danses rituelles et prestations musicales, cette journée mettra un point d'orgue aux festivités, tout en projetant la culture béninoise sur la scène internationale.

Les Vodun Days ne se limitent pas à des spectacles et des cérémonies. Un Village des Vodun Days sera installé près de la plage, offrant un espace de découvertes et d'échanges. Les visiteurs pourront participer à des ateliers interactifs, découvrir des expositions artisanales et savourer des spécialités culinaires locales dans un cadre convivial. Une aire de restauration à la Place Maro permettra également de goûter à la richesse gastronomique du Bénin.

Pour ceux qui souhaitent vivre l'événement de manière immersive, un camping a été mis en place à proximité des sites d'animation. Cette solution pratique permettra aux participants de profiter pleinement des activités sans contrainte de déplacement.

FIRST AFRIQUE

HEBDOMADAIRE
D'ANALYSES, D'INVESTIGATIONS ET DE STRATÉGIES

Global Leader

Wilfrid KINTOSSOU

Directeur de Publication

Wilfrid KINTOSSOU

Rédacteur en Chef

Maxime VIEIRA

Secrétaire de Rédaction

Audrey K. Segbo

Rédaction

Joseline F.

Syste Fiacre

Maxime Vieira

Wilfrid Kintossou

Audrey Kévine Segbo

Correction

Pascal HOUNKPATIN

Palette Graphique

First Afrique Prod

Editeur

FIRST AFRIQUE

N°Siret 528249766

RCS LILLE METROPOLE/France

Tél. WhatsApp +229 66055661

Email : direction@firstafriquetv.bj

www.firstafriquetv.bj

*Avec First Afrique Tv,
c'est l'Afrique qui gagne et c'est l'actualité
autrement.*

PROGRAMME D'UNE CÉLÉBRATION MONDIALE

L'accès aux Vodun Days est gratuit, mais des passes Premium et VIP sont disponibles pour un accès privilégié à certaines zones et des services exclusifs. Ces options visent à rendre l'expérience encore plus enrichissante pour les visiteurs.

La tenue des Vodun Days reflète également une volonté politique et culturelle de repositionner le Bénin comme une destination phare en Afrique pour les événements culturels. En rassemblant des artistes, des chercheurs et des passionnés du monde entier, cet événement met en lumière l'importance du vodun en tant que patrimoine mondial.

Les Vodun Days 2025 promettent une expérience inoubliable, alliant célébration, spiritualité et découverte. À travers un programme riche et varié, cet événement offre une occasion unique de plonger dans l'univers fascinant du vodun, tout en renforçant les liens historiques et culturels entre l'Afrique et ses diasporas.

VODUN DAYS

TOUS LES ÉVÈNEMENTS DURANT LES VODUN DAYS SONT GRATUITS

- GRANDE CÉRÉMONIE VODUN
- CONCERT GÉANT
- CONCERT DE MUSIQUE TRADITIONNELLE ET SPECTACLES
- ANIMATION DES PLACES
- CÉLÉBRATIONS DANS L'ARÈNE DE OUIDAH
- ACCÈS AU VILLAGE

9, 10 ET 11 JANVIER 2025

OUIDAH, BENIN

@vodundays | | vodundays.bj



UNE MAIN TENDUE POUR L'UNITÉ RÉGIONALE

Les relations entre le Bénin et le Niger traversent une phase délicate, marquée par des accusations et des incompréhensions. Face à cette situation, le président béninois Patrice Talon multiplie les gestes en faveur d'un apaisement, illustrant sa volonté de préserver l'harmonie entre les deux nations voisines.

Par l'intermédiaire de son ministre des Affaires

étrangères, Olushegun Adjadi Bakari, le Bénin a récemment réaffirmé son engagement à favoriser un dialogue constructif avec le Niger. Lors d'une intervention sur France 24, le ministre a apporté un démenti clair aux allégations selon lesquelles le territoire béninois abriterait des bases militaires étrangères visant à déstabiliser le Niger. « Notre territoire n'est en aucun cas un havre pour des opérations visant à déstabili-

ser le Niger », a-t-il affirmé avec fermeté.

Cette déclaration intervient dans un contexte tendu, où les autorités nigériennes ont exprimé des inquiétudes quant à la présence supposée d'activités hostiles menées depuis le territoire béninois. Ces accusations ont suscité des frictions entre les deux pays, mais la réaction béninoise témoigne d'une volonté d'apaiser les tensions.

Dans un geste audacieux pour dissiper les malentendus, le ministre Bakari a proposé une initiative originale : organiser une visite conjointe entre les autorités militaires nigériennes et béninoises sur le territoire du Bénin. Cette démarche, loin d'être une simple formalité, traduit la bonne foi du gouvernement béninois. Elle vise à instaurer un climat de confiance et à démontrer concrètement l'absence de menaces à l'encontre du Niger.

Cette proposition s'inscrit dans une vision plus large de coopération bilatérale promue par Patrice Talon. Le président béninois considère que face aux défis communs, tels que l'insécurité transfrontalière, le terrorisme et les tensions géopolitiques, seul un dialogue sincère peut garantir la stabilité et le développement de la région. En tendant la main au général Abdourahmane Tiani, chef de la junte au pouvoir au Niger, Patrice Talon fait preuve de leadership et de pragmatisme. Malgré les tensions actuelles, il réitère son espoir d'un dialogue constructif capable de dépasser les différends et de construire une relation fondée sur la coopération mutuelle. Ce nouvel élan diplomatique pourrait non seulement renforcer les liens entre les deux pays, mais également servir d'exemple pour d'autres nations de la sous-région confrontées à des tensions similaires.

Le contexte régional

donne encore plus de poids à cette initiative. Le Sahel, déjà fragilisé par des crises sécuritaires et humanitaires, ne peut se permettre des conflits internes entre voisins. Les pays de la région sont appelés à unir leurs forces pour relever les défis communs, notamment ceux posés par les groupes terroristes qui exploitent les divisions pour étendre leur influence.

Le Bénin, sous la présidence de Patrice Talon, a su montrer sa capacité à jouer un rôle de stabilisateur dans la sous-région. Par ses actions diplomatiques, le pays cherche non seulement à résoudre les différends bilatéraux, mais aussi à renforcer la solidarité régionale. La proposition de coopération militaire et de transparence vis-à-vis du Niger reflète cette approche proactive et tournée vers l'avenir.

Pour le Niger, ce dialogue représente également une opportunité de clarifier ses préoccupations et de renforcer ses relations avec un voisin stratégique. Dans un climat international de plus en plus polarisé, la stabilité et l'unité au sein des blocs régionaux deviennent cruciales pour contrer les ingérences étrangères et répondre efficacement aux menaces internes.

Cette démarche diplomatique n'est cependant pas sans défis. Les tensions accumulées et les suspensions mutuelles pourraient freiner l'acceptation

d'un dialogue immédiat. Il appartient donc aux deux parties de dépasser ces obstacles pour privilégier les intérêts communs à long terme. La réussite de cette initiative pourrait poser les bases d'une relation plus solide, capable de résister aux pressions extérieures et aux aléas géopolitiques.

En définitive, la main tendue par Patrice Talon au Niger est bien plus qu'un simple geste diplomatique. Elle traduit une vision ambitieuse pour l'avenir des relations bilatérales et pour la stabilité régionale. Si cet effort aboutit, il pourrait marquer un tournant non seulement pour le Bénin et le Niger, mais également pour l'ensemble de la sous-région, en envoyant un message fort : l'unité et la coopération sont les clés pour surmonter les défis communs.

Les prochains jours seront déterminants pour évaluer la réponse nigérienne à cette invitation au dialogue. Quelles que soient les évolutions, cette initiative démontre que le Bénin est prêt à jouer pleinement son rôle de partenaire fiable et engagé en faveur de la paix et du développement. Dans un monde en quête de stabilité, de tels exemples de diplomatie constructive sont essentiels pour bâtir un avenir commun prospère et harmonieux. ■



A lors que la Guinée s'apprête à entrer dans une nouvelle phase cruciale de sa transition politique, le président Mamadi Doumbouya a annoncé une série d'engagements majeurs pour 2025. Dans son discours à la nation le 31 décembre 2024, il a souligné l'importance de cette année pour le retour à l'ordre constitutionnel et le lancement

de réformes politiques et sociales tant attendues.

L'une des principales attentes de la population guinéenne concerne l'adoption d'une nouvelle constitution. Initialement prévue avant la fin de 2024, cette étape cruciale a été reportée à 2025. Mamadi Doumbouya a justifié ce délai en invoquant la nécessité de garantir un processus inclusif et parti-

cipatif. « *L'année 2025 sera une année électorale cruciale pour parachever le retour à l'ordre constitutionnel* », a-t-il déclaré. Ce report suscite des interrogations, mais aussi des espoirs pour une réforme qui pourrait redéfinir les bases institutionnelles du pays.

Au cœur de ce processus, le président de la transition insiste sur la transparence et l'équité des

élections à venir. Ces scrutins, prévus pour 2025, incluront probablement des élections présidentielles et législatives qui marqueront la fin de la transition entamée après le coup d'État de 2021. Les Guinéens espèrent que ces élections permettront de mettre en place des institutions solides et légitimes, capables de répondre aux défis sociaux et économiques du pays.

DOUMBOUYA ANNONCE UNE ANNÉE DÉCISIVE

Cependant, les défis à relever restent nombreux. La Guinée est confrontée à une méfiance croissante envers les autorités de transition, exacerbée par les promesses non tenues des années précédentes. L'annonce du report de la nouvelle constitution a provoqué des critiques de la part de certains partis politiques et membres de la société civile, qui craignent une prolongation indéfinie de la transition. Ces tensions reflètent une impatience croissante de la population face à des réformes perçues comme lentes.

Pour apaiser ces frustrations, Mamadi Doumbouya a appelé à l'unité nationale et au dialogue. Il a réaffirmé l'engagement de son gouvernement à travailler pour le bien-être de tous les Guinéens, indépendamment des clivages politiques ou ethniques. « La Guinée ne pourra se relever que si nous avançons ensemble, main dans la main », a-t-il souligné dans son discours.

Parallèlement, le gouvernement a annoncé une série de mesures économiques et sociales visant à améliorer les conditions de vie des citoyens. Parmi elles, des investissements dans les infrastructures, la santé et l'éducation, ainsi qu'un soutien accru aux

secteurs agricoles et miniers, piliers de l'économie guinéenne. Ces initiatives visent non seulement à répondre aux besoins urgents de la population, mais aussi à renforcer la stabilité nécessaire pour une transition réussie.

L'un des défis majeurs pour 2025 sera également de gérer les manifestations et les tensions sociales qui ont marqué les années précédentes. Les protestations contre le régime militaire, les grèves des travailleurs et les revendications des étudiants ont mis en lumière les frustrations accumulées. Mamadi Doumbouya a promis de prêter une oreille attentive à ces préoccupations et de garantir le respect des libertés fondamentales tout en maintenant l'ordre public.

Le rôle de la communauté internationale sera également crucial dans cette transition. Les partenaires de la Guinée, notamment les Nations unies, la CEDEAO et l'Union africaine, surveillent de près l'évolution de la situation. Ils ont exhorté le gouvernement de transition à respecter ses engagements et à garantir un retour rapide à la normalité constitutionnelle.

Pour Mamadi Doumbouya, 2025 représente une opportunité unique de laisser une empreinte

durable dans l'histoire de la Guinée. En respectant les échéances électorales et en s'attaquant aux problèmes structurels du pays, il pourrait poser les bases d'une Guinée plus stable et prospère. Cependant, le succès de cette transition dépendra de sa capacité à tenir ses promesses, à apaiser les tensions et à instaurer un véritable dialogue avec toutes les parties prenantes.

En attendant, les Guinéens gardent un regard attentif sur les actions du gouvernement. La transition, bien que semée d'embûches, reste une période cruciale pour l'avenir du pays. L'année 2025 s'annonce comme un tournant décisif, marqué par des choix qui détermineront non seulement le retour à l'ordre constitutionnel, mais aussi la trajectoire future de la nation.

Mamadi Doumbouya semble déterminé à relever ce défi, conscient des attentes et des pressions. Pour la Guinée, cette année sera celle de tous les espoirs, mais aussi de toutes les incertitudes. Les mois à venir montreront si le président de la transition et son gouvernement pourront transformer ces promesses en réalisations concrètes, offrant ainsi au peuple guinéen l'avenir qu'il attend avec impatience. ■



Le Parlement ghanéen a finalement adopté un budget provisoire pour les trois premiers mois de 2025, évitant ainsi une paralysie du gouvernement. Ce budget, estimé à 68,1 milliards de cédis ghanéens, soit environ 4,65 milliards de dollars, a été approuvé dans la nuit de jeudi à vendredi après des négociations prolongées et des tensions politiques intenses.

Le président du Parlement, Alban Bagbin, a annoncé l'adoption du budget après une séance marathon. Ce vote met un terme à une période d'incertitude où les désaccords entre les

partis politiques sur la composition de la Chambre des représentants menaçaient de retarder encore davantage le fonctionnement normal de l'État.

La législation ghanéenne exige qu'un budget provisoire soit adopté en novembre des années électorales pour couvrir les besoins du gouvernement jusqu'à l'installation du président élu. Cependant, en 2024, ce processus a été perturbé par des différends politiques majeurs. Les débats autour du budget ont été retardés par une querelle entre le parti sortant, le New Patriotic Party (NPP), et le parti entrant, le Natio-

nal Democratic Congress (NDC), concernant la majorité à la Chambre des représentants.

Ces tensions reflètent un paysage politique polarisé, où chaque partie tente de tirer parti des résultats des dernières élections pour s'assurer un contrôle sur les politiques gouvernementales. Le retard dans l'approbation du budget a alimenté les inquiétudes quant à une possible paralysie administrative, un scénario que le Ghana ne peut se permettre dans un contexte économique déjà fragile. Le ministre des Finances, Mohammed Amin Adam, a cependant minimisé les

LE BUDGET PROVISOIRE ADOPTÉ IN EXTREMIS

conséquences de ce retard. Il a assuré que l'adoption tardive du budget provisoire n'entraverait pas les activités gouvernementales essentielles. « Les mécanismes sont en place pour garantir que les services publics ne seront pas affectés », a-t-il déclaré.

Le budget provisoire couvre une période critique pour le Ghana, qui se prépare à une transition politique après les élections générales. Ce financement temporaire permettra de maintenir les services publics, de payer les salaires des fonctionnaires, et d'assurer le fonctionnement des institutions jusqu'à la prise de fonction du nouveau président. Au-delà des défis immédiats, cette situation met en lumière les faiblesses structurelles du système politique ghanéen. La polarisation entre le NPP et le NDC complique souvent la prise de décision au Parlement, même pour des questions cruciales comme l'adoption d'un budget. Ces conflits ont des implications économiques directes, car ils alimentent l'incertitude et affectent la confiance des investisseurs nationaux et internationaux.

Le Ghana traverse par ailleurs une période économique délicate, marquée

par une inflation élevée et une dette publique croissante. Dans ce contexte, l'approbation du budget provisoire était essentielle pour éviter de nouvelles perturbations économiques. Le pays a récemment conclu un accord avec le Fonds monétaire international (FMI) pour un programme d'aide visant à stabiliser son économie. L'adoption tardive de ce budget aurait pu compromettre certains engagements pris dans le cadre de cet accord. Les experts économiques soulignent que le budget provisoire n'est qu'une solution temporaire. Les défis structurels, notamment le déficit budgétaire et la gestion de la dette, nécessiteront des décisions politiques courageuses et des réformes profondes après l'installation du nouveau gouvernement.

Malgré les tensions politiques, l'adoption de ce budget est perçue comme une victoire pour la stabilité institutionnelle du Ghana. Le pays, souvent cité comme un modèle de démocratie en Afrique de l'Ouest, a démontré une fois de plus sa capacité à surmonter les obstacles politiques pour préserver le fonctionnement de ses institutions. Pour le peuple ghanéen, cette adoption tardive

suscite à la fois un soulagement et des attentes. La période de transition est souvent marquée par des incertitudes, mais elle offre également une opportunité pour le nouveau gouvernement de définir ses priorités et de tracer une voie claire pour l'avenir. L'année 2025 sera cruciale pour le Ghana. Les prochains mois seront déterminants pour évaluer la capacité du pays à relever les défis économiques et politiques. La résolution des différends politiques internes, la mise en œuvre de réformes économiques et la consolidation des acquis démocratiques seront des étapes clés pour maintenir le Ghana sur la voie de la stabilité et du progrès.

L'adoption in extremis du budget provisoire souligne les défis auxquels le Ghana est confronté dans sa gouvernance politique. Elle met également en lumière la résilience des institutions du pays face à l'adversité. Si le processus a révélé des failles, il offre également des leçons pour renforcer la coopération politique et améliorer la gestion des transitions futures. Pour le Ghana, 2025 commence sous le signe de la continuité et de l'espoir, malgré les incertitudes qui subsistent.

HOMMAGE NATIONALE À JIMMY CARTER



Les États-Unis se sont unis pour rendre un dernier hommage à l'ancien président Jimmy Carter, décédé le 29 décembre dernier à l'âge vénérable de 100 ans. Cet événement marque la fin d'une ère pour une figure emblématique de la politique américaine, dont l'héritage continue d'influencer tant sur le plan national qu'international.

L'hommage national a débuté ce samedi en Géorgie, l'état natal de Jimmy Carter. Plains, la petite ville où il a grandi, s'est transformée en un lieu de recueillement et de mémoire. Les habitants de Plains se sont massés en grand nombre devant la ferme familiale Carter pour dire adieu à l'ancien président. Dans un geste symbolique, la cloche de la ferme a sonné 39 fois, un hommage poignant au 39^e président des États-Unis. Ce rituel a résonné

dans le cœur des citoyens locaux, rappelant les racines humbles et le parcours exceptionnel de Carter.

Le convoi funéraire s'est ensuite dirigé vers Atlanta, la capitale de la Géorgie, où Jimmy Carter a servi en tant que sénateur local avant de devenir gouverneur. Devant le Capitole de l'État, un moment de recueillement a été organisé, réunissant des dignitaires, des membres de la famille, des amis et des admirateurs de longue date. Les visiteurs ont pu déposer des fleurs et des messages d'adieu, témoignant de l'impact durable de Carter sur la communauté locale et nationale.

À l'échelle nationale, le président en exercice a prononcé un discours émouvant lors de la cérémonie d'ouverture, saluant le dévouement et les contributions de Jimmy Carter à

la nation et au monde. « Aujourd'hui, nous disons au revoir à un homme dont la vie a été un exemple de service, de compassion et de dévouement. Jimmy Carter a incarné les valeurs que nous chérissons en tant que nation », a déclaré le président, soulignant l'importance de son héritage.

En hommage, les drapeaux américains ont été mis en berne pour une période de 30 jours, incluant le 20 janvier, jour de l'investiture du 47^e président des États-Unis, Donald Trump. Cette décision symbolique souligne le respect et la reconnaissance envers Jimmy Carter, tout en marquant une transition pacifique et respectueuse entre deux administrations.

Jimmy Carter, président démocrate de 1977 à 1981, laisse derrière lui un héritage riche et diversifié. Sur le plan international, il est largement

HOMMAGE NATIONALE À JIMMY CARTER

reconnu comme un pacificateur engagé dans des actions humanitaires. En 2002, il a reçu le prix Nobel de la paix pour son travail incessant en faveur des droits de l'homme et de la paix mondiale. Ses initiatives, telles que la médiation des conflits internationaux et la promotion des énergies renouvelables, ont eu un impact profond et durable.

Pendant sa présidence, Carter a également mis en œuvre des réformes économiques et sociales significatives, bien que son mandat ait été marqué par des défis, notamment la crise énergétique et les tensions internationales. Malgré les obstacles, il a toujours prôné la transparence, l'intégrité et la responsabilité, des valeurs qui continuent d'influencer les leaders politiques actuels.

L'ancien président sera inhumé en privé aux côtés de son épouse défunte, Rosalynn Carter, décédée en 2023. Cette inhumation restera un moment intime pour la famille, mais son impact public et son influence resteront gravés dans la mémoire collective des Américains.

Au-delà de sa présidence, Jimmy Carter a consacré sa vie à des causes humanitaires à travers la Fondation Carter, qu'il a fondée après son mandat présidentiel. La fondation continue de jouer un rôle crucial dans la promotion de la démocratie, le développement économique et la lutte contre la maladie et la pauvreté dans le monde entier. Son engagement indéfectible envers le service public et la justice sociale a inspiré des générations de leaders et d'activistes.

Les manifestations en hommage à Jimmy Carter ont également mis en lumière son rôle de modèle

pour les leaders mondiaux. Son approche pacifique des conflits, son dévouement à la cause des droits humains et son engagement envers les énergies propres en font une figure respectée et admirée au-delà des frontières américaines. Des personnalités internationales ont exprimé leurs condoléances et leur admiration, renforçant ainsi l'impact global de sa vie et de son travail.

Le décès de Jimmy Carter marque une perte significative pour les États-Unis et la communauté internationale. Cependant, son héritage perdure à travers ses contributions continues à la paix et à la justice mondiale. Les prochaines semaines seront dédiées à la commémora-

tion de sa vie et à la célébration de ses accomplissements, tant par des cérémonies officielles que par des initiatives communautaires.

Les États-Unis ont rendu un hommage digne et respectueux à Jimmy Carter, honorant sa vie et son œuvre. Cet événement souligne l'importance de se souvenir et de célébrer ceux qui ont contribué de manière significative à la société et au monde. Alors que le pays se prépare à accueillir un nouveau président, le souvenir de Jimmy Carter servira de rappel constant des idéaux et des principes qui devraient guider la nation vers un avenir plus juste et pacifique.





Le Bitcoin, première cryptomonnaie au monde, célèbre ses 16 ans ce 3 janvier 2025. Depuis sa création par le mystérieux Satoshi Nakamoto, cette monnaie numérique a tracé un chemin impressionnant, transformant profondément la finance et la technologie.

C'est le 3 janvier 2009 que tout a commencé, avec le minage du tout premier bloc de la blockchain Bitcoin, connu sous le nom de « bloc de Genèse ». Ce bloc inaugural contenait un message inscrit par Nakamoto : « The Times 03/Jan/2009 Chancellor on brink of second bailout for banks » (Le Chancelier est

sur le point d'annoncer un deuxième plan de sauvetage pour les banques). Cette déclaration était à la fois un commentaire sur les failles du système financier traditionnel et un manifeste pour une alternative décentralisée.

À ses débuts, le Bitcoin n'avait aucune valeur marchande et suscitait scepticisme et moqueries. Il n'était considéré que comme une expérimentation technologique sans réel potentiel d'application. Il aura fallu attendre 2010 pour que la première transaction tangible ait lieu : 10 000 bitcoins échangés contre deux pizzas, dans ce qui est devenu un moment emblématique de

l'histoire de la cryptomonnaie.

Depuis ce temps, le Bitcoin a parcouru un long chemin. Il s'est transformé d'un projet de niche réservé à quelques passionnés en une monnaie virtuelle qui pèse lourd dans l'économie mondiale. Sa montée en puissance a marqué le début d'une révolution dans la finance, introduisant des concepts comme la blockchain, les transactions décentralisées et les contrats intelligents.

En 2024, une étape majeure a été franchie avec la reconnaissance officielle du Bitcoin par les autorités américaines. Cette décision a renforcé sa légitimité

BITCOIN : SEIZE ANS D'UNE RÉVOLUTION FINANCIÈRE

et ouvert la voie à une adoption plus large. Le Bitcoin est désormais accepté par de grandes institutions financières, utilisé dans des transactions internationales, et intégré dans des portefeuilles d'investissement traditionnels.

Le 3 janvier 2025, le Bitcoin s'échangeait autour de 96 682 dollars, un témoignage de sa résilience face aux turbulences du marché. Bien que souvent critiqué pour sa volatilité, il a démontré sa capacité à surmonter les crises et à continuer de croître. De nombreuses prédictions annoncent même qu'il pourrait atteindre de nouveaux sommets dans les années à venir, notamment avec l'avènement de technologies liées au Web3 et à la finance décentralisée (DeFi).

Le succès du Bitcoin ne se mesure pas seulement à son prix, mais aussi à son impact culturel et technologique. Il a ouvert la voie à la création de milliers d'autres cryptomonnaies et a stimulé le développement de la blockchain, une technologie désormais utilisée bien au-delà de la finance, dans des domaines tels que la santé, la logistique et l'art numérique.

Cependant, ce parcours n'a pas été sans défis. Le Bitcoin a souvent été critiqué pour son impact environnemental en raison de la consommation énergétique liée au minage. Des débats sur sa régulation et son rôle dans des activités illicites ont également

alimenté les controverses. Malgré cela, la communauté Bitcoin a continué à innover pour surmonter ces obstacles, avec des initiatives visant à rendre le minage plus durable et à renforcer la transparence des transactions.

Au-delà de la technologie, le Bitcoin symbolise une idée : celle d'un système financier libre et ouvert, où les individus ont un contrôle direct sur leur argent, sans intermédiaires. Cette vision a trouvé un écho particulier dans les régions du monde où les systèmes financiers traditionnels sont instables ou inaccessibles. Pour des millions de personnes, le Bitcoin représente non seulement une opportunité économique, mais aussi une forme d'émancipation.

En regardant vers l'avenir, le Bitcoin continue de susciter des questions et des attentes. Va-t-il remplacer les monnaies traditionnelles ou coexister avec elles ? Les gouvernements et les banques centrales chercheront-ils à l'adopter ou à le

concurrer avec leurs propres monnaies numériques ? Et surtout, comment le Bitcoin évoluera-t-il dans un monde de plus en plus tourné vers la durabilité et la régulation technologique ?

À 16 ans, le Bitcoin est bien plus qu'une simple monnaie virtuelle. Il est devenu un phénomène global, un catalyseur de changement et une inspiration pour les innovateurs du monde entier. Son voyage, bien que semé d'embûches, continue de redéfinir les contours de la finance moderne.

Alors que le Bitcoin célèbre cet anniversaire, il rappelle à quel point une idée audacieuse peut remodeler le monde. De son humble origine dans le « bloc de Genève » à son statut actuel de leader mondial des cryptomonnaies, le Bitcoin reste un symbole de résilience, d'innovation et de transformation. Pour ses partisans, il ne s'agit pas simplement d'une monnaie, mais d'une révolution qui ne fait que commencer. ■



HONNEUR AUX ENFANTS DE HÉROS

Célébration de la journée de l'enfant béninois : Des orphelins de nos FDS tombés en mission commandée célébrés

L'édition 2024 de la Journée de l'Enfant Béninois a pris une tournure particulière et émouvante. Cette année, l'accent a été mis sur les orphelins des Forces de Défense et de Sécurité (FDS), tombés en mission commandée. Cette initiative, pilotée par le Ministère des Affaires Sociales et de la Microfinance, en collaboration avec ceux de la Défense Nationale et de l'Intérieur et de la Sécurité Publique, s'est déroulée le jeudi 19 décembre 2024 à la caserne militaire d'Al-lada, dans le département de l'Atlantique.

Dans une ambiance festive, les enfants de ces héros nationaux, accompagnés de leurs mères et tutrices, ont été honorés à travers diverses activités. Jeux de divertissement, visites des équipements de combat de la garde nationale, danses traditionnelles de kaléta, tours

de magie et prestations artistiques ont rythmé la journée. Les moments de joie ont été enrichis par la distribution de kits alimentaires et de jouets, témoignant d'un véritable engagement à apporter du réconfort à ces enfants.

Un soutien tangible : carte d'assurance santé offerte

L'un des moments les plus marquants de la journée fut la remise à chaque enfant d'une carte d'assurance santé. Cette carte, offerte dans le cadre d'un engagement spécifique du Ministère de la Défense Nationale, garantit des soins de santé gratuits et une prise en charge totale jusqu'à l'âge de 21 ans. Ce geste traduit la reconnaissance et le soutien concret de la Nation béninoise envers ces enfants dont les parents ont consenti le sacrifice ultime pour défendre l'intégrité du territoire et la sécurité des citoyens.

Les Ministres présents lors de la cérémonie – Alassane SEIDOU (Intérieur), Véronique TOGNI-FODÉ (Affaires Sociales

et Microfinance) et Alain Fortunet NOUATIN (Défense Nationale) – ont tour à tour pris la parole pour encourager les enfants, honorer la mémoire des disparus et adresser leurs pensées aux forces encore en activité. Ils ont rappelé l'importance du rôle joué par les FDS dans la stabilité du pays et réitéré l'engagement du gouvernement à soutenir les familles endeuillées.

Hommage aux héros et soutien aux survivants

Le sacrifice des membres des forces armées et de sécurité a été salué à travers des discours empreints d'émotion. Les responsables présents, dont le Général de Division Fructueux GBAGUIDI, Chef d'État-Major Général des Forces Armées Béninoises, ont exprimé leur profonde gratitude aux défunts pour leur engagement. Ils ont également adressé leurs encouragements aux militaires actuellement en mission, insistant sur le fait que leur dévouement pour le pays ne passe pas inaperçu.

Outre les hauts gradés de l'armée, la cérémonie

HONNEUR AUX ENFANTS DE HÉROS



a également vu la présence de personnalités politiques et administratives, telles que le Préfet de l'Atlantique, le Maire d'Allada et plusieurs membres des cabinets ministériels. Leur présence symbolisait l'unité et la solidarité nationale autour de cette cause.

Une journée anticipée pour un impact renforcé

Traditionnellement célébrée le 23 décembre, la Journée de l'Enfant Béninois a été anticipée

cette année en raison des congés des fêtes de fin d'année. Cette journée constitue un moment fort pour sensibiliser la population béninoise aux droits des enfants et aux défis auxquels ils font face.

En dédiant cette édition aux orphelins des FDS, le gouvernement a voulu adresser un message clair : ces enfants, bien que marqués par la douleur de la perte, ne sont pas oubliés. La Nation toute entière se tient à leurs côtés pour leur offrir non seulement du

soutien matériel, mais aussi un environnement empreint d'amour et de reconnaissance.

Un message d'espoir pour l'avenir

Au-delà des festivités, cette célébration a été l'occasion d'envoyer un message d'espoir à ces enfants. Les trois Ministres ont rappelé que, malgré les épreuves, ils restent une partie intégrante de la grande famille béninoise. Ils ont insisté sur l'importance de poursuivre leurs

études et de croire en leur avenir, car ils représentent la relève de demain.

La Journée de l'Enfant Béninois 2024 restera gravée dans les mémoires comme un hommage vibrant aux héros défunts et une main tendue vers leurs enfants. Une journée marquée par la solidarité, le respect et l'humanité, valeurs essentielles à la construction d'une société béninoise forte et unie. ■

R D C

TENSIONS AUTOUR D'UN DIPLOMATE FRANÇAIS

François Grignon, chef des affaires politiques de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (Monusco), est devenu persona non grata en RDC. Ce diplomate français est au centre d'une controverse suite à des propos tenus dans un e-mail interne critiquant Thérèse Kayikwamba Wagner, la ministre congolaise des Affaires étrangères.

Les tensions entre François Grignon et les autorités congolaises ont éclaté lorsque le ministre a eu vent des propos suivants :

« Je recommanderais que nous gardions nos distances avec elle. Elle n'est pas une amie de la Monusco. »

Ces remarques, perçues comme malveillantes, ont irrité Kinshasa et déclenché une crise diplomatique, renforçant les suspicions autour

des intentions de la Monusco dans le pays.

Le différend ne se limite pas aux paroles de François Grignon. À la source de cette tension, une campagne menée par la ministre Kayikwamba Wagner visait à « reprendre une partie du mandat de la Monusco » pour le confier au bureau de l'envoyé spécial de l'ONU pour la région des Grands Lacs. Cette démarche, interprétée comme une tentative de réaffirmer la souveraine-

TENSIONS AUTOUR D'UN DIPLOMATE FRANÇAIS

té congolaise, a suscité des inquiétudes au sein de la mission onusienne.

En réaction, Kinshasa a exigé officiellement que François Grignon quitte le territoire. Selon une source proche de la présidence congolaise :

« Son départ a été obtenu sans accroc grâce à l'intervention de sa hiérarchie. »

Depuis octobre, le diplomate n'a pas remis les pieds en RDC, marquant ainsi une victoire symbolique pour les autorités congolaises.

Cette affaire met en lumière les relations souvent tendues entre la Monusco et le gouvernement congolais. Créée pour assurer la stabilité en RDC, la mission onusienne est fréquemment critiquée pour son inefficacité face à la persistance des conflits armés.

Pour Kinshasa, la déclaration de François Grignon illustre une ingérence perçue dans les affaires internes du pays. Un diplomate africain basé à Kinshasa souligne cette frustration :

« Ce serait dans mon pays, nous l'aurions expulsé avec effet immédiat. »

La Monusco, active depuis plus de 20 ans, est confrontée à une hostilité croissante en RDC. La population et les autorités dénoncent son incapacité à protéger les civils et à mettre fin aux violences dans l'Est du pays.

Les tensions récentes avec François Grignon ajoutent une couche à ce ressentiment. Elles rappellent également le besoin de redéfinir les mandats des missions internationales pour qu'ils s'alignent davantage sur les priorités des pays hôtes.

Cette controverse sert d'avertissement pour les représentants étrangers en RDC. Les autorités congolaises souhaitent affirmer leur souveraineté et demandent davantage de respect dans leurs relations diplomatiques.

La ministre Thérèse Kayikwamba Wagner, cible des propos de François Grignon, in-

carne cette volonté de reprendre le contrôle des dynamiques diplomatiques et institutionnelles. En s'opposant ouvertement au diplomate français, elle envoie un message clair sur l'importance de préserver la dignité des responsables congolais.

Le départ de François Grignon pourrait marquer un tournant dans les relations entre la Monusco et le gouvernement congolais. Cependant, des défis subsistent : une communication claire entre la Monusco et Kinshasa est essentielle pour éviter de nouvelles frictions, et il est crucial d'adapter les missions internationales aux attentes locales afin d'apaiser les tensions.

En fin de compte, cette crise souligne l'équilibre délicat entre assistance internationale et respect des souverainetés nationales.



CHOGUEL MAÏGA RÉPOND AUX ACCUSATIONS

« Je voudrais souhaiter à tout le monde très bonne et heureuse année 2025. » Ces mots inauguraux, prononcés par Choguel Maïga devant ses militants, marquent le ton de ses vœux pour la nouvelle année. Mais derrière cette bienveillance apparente, l'ancien Premier ministre malien n'a pas tardé à répondre fermement aux accusations récentes qui le visent. Selon un rap-

port du vérificateur général, Maïga serait impliqué dans des irrégularités financières d'un montant de 35 millions de francs CFA. Une accusation qu'il balaye d'un revers de main : **« Est-ce que quelqu'un manque de jugeote jusqu'à penser qu'un Premier ministre qui a fait près de quatre ans, il n'a volé que 35 millions ? »**

Ces propos, teintés d'ironie et de dé-

LA JEUNESSE AU CŒUR DE LA CITOYENNETÉ

fiance, illustrent un homme prêt à défendre bec et ongles son intégrité. Toutefois, le débat dépasse largement sa personne. Choguel Maïga en profite pour dénoncer ce qu'il qualifie d'acharnement contre certains de ses partisans, sans pour autant désigner nommément les responsables de cette situation. À ses yeux, ces pratiques constituent un risque sérieux pour la stabilité du pouvoir en place. **« Il faut éviter les abus. Tout pouvoir qui tombe dans les abus, c'est sa fin. On ne peut pas gouverner un peuple par la peur »**, avertit-il.

Ce message, empreint de gravité, résonne comme un appel à une gouvernance fondée sur des principes de justice et de vertu. **« Même si on met tout le monde en prison, il faut gouverner par la vertu »**, poursuit-il, rappelant ainsi les dangers d'un excès d'autoritarisme. La critique n'est pas seulement destinée à ses adversaires directs, mais semble également être une réflexion plus générale sur les défis auxquels le Mali est confronté. Dans un contexte où les tensions politiques et sociales demeurent palpables, la mise en garde de Maïga prend une dimension particulière.

Toutefois, la nuance n'est pas absente de son discours. Dans un geste apparent de réconciliation, Choguel Maïga souligne le rôle essentiel des forces armées maliennes dans la préservation de l'unité nationale et la défense du territoire. **« Et personne ne va m'amener à dénigrer les militaires. C'est que sans eux, en ce moment précis, on n'allait jamais faire aboutir notre combat »**, reconnaît-il avec une sincérité visible. Cette déclaration reflète un équilibre

entre la critique de certaines pratiques gouvernementales et le respect pour les institutions qui jouent un rôle clé dans la stabilité du pays.

Le positionnement de Choguel Maïga semble indiquer une volonté croissante de revenir sur le devant de la scène politique locale. Après avoir quitté le poste de Premier ministre, il est clair qu'il ne souhaite pas disparaître du paysage politique malien. Ses interventions publiques, de plus en plus fréquentes, témoignent de son ambition renouvelée et de son désir de rester une figure influente dans les débats nationaux.

Cependant, cette stratégie comporte des risques. Les critiques adressées au pouvoir en place, bien que voilées, pourraient être perçues comme une tentative de division, à un moment où l'unité nationale est cruciale. Par ailleurs, son insistance sur la vertu et la gouvernance par la justice pourrait être interprétée comme un rappel indirect des faiblesses actuelles de l'administration. Dans un environnement politique déjà marqué par des tensions internes, ces propos pourraient exacerber les rivalités existantes. D'un autre côté, sa défense appuyée des militaires pourrait jouer en sa faveur. En soulignant leur rôle indispensable, Maïga s'assure un soutien tacite ou explicite de cette institution, ce qui pourrait renforcer sa position face à ses détracteurs. Il est toutefois essentiel de noter que ce soutien n'est jamais acquis d'avance et peut fluctuer en fonction des dynamiques internes du pouvoir.

La figure de Choguel Maïga, toujours

aussi clivante, reste emblématique des défis auxquels le Mali fait face. Dans un pays où la lutte contre la corruption, l'instabilité politique et les menaces sécuritaires demeurent omniprésentes, le discours de Maïga reflète à la fois une critique du système actuel et une tentative de proposer une alternative. En insistant sur la gouvernance par la vertu, il cherche à se positionner comme une voix de la raison et du renouveau, même si les moyens pour atteindre ces objectifs restent flous.

Pour les observateurs, cette prise de parole marque un tournant potentiel dans la carrière de Maïga. En se positionnant ainsi, il prépare sans doute le terrain pour un retour plus affirmé sur la scène politique, voire pour une candidature à un poste de premier plan. Toutefois, son succès dépendra de sa capacité à concilier critique constructive et coopération avec les forces en place.

En fin de compte, Choguel Maïga semble déterminé à jouer un rôle central dans l'avenir politique du Mali. Qu'il s'agisse de défendre son bilan, de critiquer les abus de pouvoir, ou de louer les mérites des forces armées, son discours illustre une stratégie soigneusement calculée. Mais dans un environnement aussi imprévisible que celui du Mali, le véritable test résidera dans sa capacité à transformer ses paroles en actions concrètes. Pour l'heure, l'ancien Premier ministre reste une voix incontournable du débat national, bien décidé à faire entendre son message, quel qu'en soit le coût.



MOUSSA TCHANGARI ÉCROUÉ À FILINGUÉ

Au Niger, la détention de Moussa Tchangari, secrétaire général de l'association Alternative Espaces Citoyens (AEC), suscite de vives réactions. Arrêté le 3 décembre 2024 à son domicile, il a été placé sous mandat de dépôt à la maison d'arrêt de Filingué, à l'est de Niamey, après un mois de garde à vue. Cette décision, prise par le doyen des juges d'instruction du Tribunal de grande instance hors classe de Niamey, a été confirmée par son association.

Filingué, située à environ 200 kilomètres de la capitale, est connue pour avoir accueilli dans le passé

de nombreux opposants politiques. Cette prison a acquis une réputation sombre, devenant un symbole des tensions politiques et de la répression au Niger. L'incarcération de Moussa Tchangari s'inscrit dans un contexte politique marqué par le coup d'État militaire du 26 juillet 2023, qui a renversé le président Mohamed Bazoum. Ce dernier reste détenu dans sa résidence officielle avec son épouse, tandis que la transition militaire fait face à des critiques croissantes de la part d'acteurs nationaux et internationaux.

Moussa Tchangari s'est imposé comme une figure critique du régime en

place. Sa position franche et ses déclarations incisives n'ont pas manqué de provoquer des tensions. Il avait notamment qualifié le coup d'État de « recul » pour la démocratie au Niger, tout en réaffirmant son soutien à l'ex-président Mohamed Bazoum. Son arrestation s'est déroulée dans des circonstances musclées, des éléments armés ayant investi son domicile à son retour d'un voyage hors du pays.

Dès sa mise en garde à vue, il a été transféré dans les locaux du service anti-terroriste. Les accusations portées contre lui sont graves : apologie du terrorisme, atteinte à la sûreté

de l'État, et association de malfaiteurs en lien avec le terrorisme. Ses appareils électroniques, notamment son téléphone portable et son ordinateur, ont été saisis, selon les informations communiquées par Kaka Touda, membre actif de l'AEC. Les motifs avancés par les autorités ont suscité des interrogations chez les partisans de Moussa Tchangari et les défenseurs des droits humains. Pour beaucoup, ces accusations visent à museler une voix critique dans un contexte de répression accrue. L'association Alternative Espaces Citoyens a exprimé sa vive inquiétude quant à l'orientation que semble prendre la transition militaire au Niger, dénonçant une atteinte aux libertés fondamentales et aux droits d'expression.

La maison d'arrêt de Filingué, où Moussa Tchangari a été transféré, symbolise depuis des années la marginalisation des opposants politiques. Elle est perçue par de nombreux observateurs comme un lieu de mise à l'écart des voix dissidentes. Ce transfert a également été vu comme une tentative d'éloigner Moussa Tchangari de ses proches et de ses soutiens, limitant ainsi la portée de ses communications avec l'extérieur.

Le cas de Moussa Tchangari illustre les tensions persistantes qui entourent la gestion de la transition politique au Niger. Depuis

le renversement de Mohamed Bazoum, les militaires au pouvoir font face à un double défi : celui de stabiliser le pays et celui de gagner la confiance d'une partie de la population. Cependant, les arrestations d'opposants et les restrictions aux libertés fondamentales semblent indiquer une dérive autoritaire.

La communauté internationale observe également cette affaire avec une attention particulière. Des organisations de défense des droits humains, comme Amnesty International et Human Rights Watch, ont exprimé leurs préoccupations concernant la répression croissante au Niger. Elles appellent les autorités de transition à garantir un procès équitable pour Moussa Tchangari, dans le respect des normes internationales en matière de justice. Par ailleurs, cette arrestation met en lumière la fragilité de l'espace démocratique au Niger. Depuis des années, le pays oscille entre périodes d'instabilité et tentatives de consolidation démocratique. Le coup d'État de 2023 a marqué une rupture brutale dans ce processus, et les récents événements soulignent les difficultés de la transition militaire à maintenir un équilibre entre sécurité et respect des droits humains.

Pour les proches de Moussa Tchangari, cette détention est une épreuve lourde de conséquences.

Ses partisans continuent de plaider pour sa libération, tout en dénonçant ce qu'ils considèrent comme un acharnement politique. Dans un pays où les défis sécuritaires et économiques se multiplient, la voix de Moussa Tchangari résonnait comme un appel à une gouvernance responsable et respectueuse des libertés.

Alors que le Niger traverse une phase critique de son histoire, les arrestations comme celle de Moussa Tchangari risquent d'exacerber les tensions sociales et politiques. La transition militaire est confrontée à un choix décisif : instaurer un climat d'ouverture et de dialogue ou renforcer les mesures répressives. L'issue de cette affaire pourrait avoir des répercussions importantes sur la perception du régime actuel, tant au niveau national qu'international.

En attendant, Moussa Tchangari demeure derrière les barreaux, à Filingué. Son cas, emblématique des défis que traverse le Niger, interpelle sur l'avenir des libertés démocratiques dans le pays. La mobilisation de ses soutiens et la pression internationale pourraient jouer un rôle clé dans la suite de cette affaire, qui reste un test pour les autorités de transition et leur volonté de garantir un cadre politique inclusif et respectueux des droits fondamentaux.



MBAPPÉ MIS AU REPOS

Le Real Madrid s'apprête à affronter le Deportivo Minera ce lundi soir en seizièmes de finale de la Coupe du Roi. Cette rencontre, bien qu'à priori déséquilibrée sur le papier, arrive dans un contexte particulier pour les Merengues. Trois jours seulement après un déplacement compliqué en Liga sur la pelouse de Valence, où ils ont arraché une victoire in extremis (1-2) dans le temps additionnel, l'équipe madrilène doit jongler avec un calendrier chargé. Ce contexte oblige Carlo Ancelotti à faire des choix stratégiques pour préserver ses joueurs clés, à commencer par Kylian Mbappé.

L'attaquant français, recruté en grande pompe lors du dernier mercato, sera laissé sur le banc au coup d'envoi de ce match. Une décision qui n'est pas anodine, puisqu'elle illustre la gestion minutieuse de l'effectif par Ancelotti en prévision des prochaines échéances. Trois jours seulement après cette rencontre de Coupe du Roi, le Real Madrid devra en effet affronter Majorque en demi-finale de la Supercoupe d'Espagne. Cet enchaînement de matchs importants a conduit l'entraîneur madrilène à laisser plusieurs de ses cadres au repos.

Outre Kylian Mbappé, d'autres piliers comme Thibaut Courtois et Anthony Rüdiger ne figurent même pas dans le groupe des joueurs convoqués pour cette rencontre. Carlo Ancelotti mise sur une rotation bien pensée, conscient que la saison est encore longue et semée d'obstacles. Cependant, cette gestion des ressources ne signifie pas que l'équipe prendra cette confrontation à la légère. Face au Deportivo Minera, pensionnaire de Segunda RFEF, la quatrième division espagnole, les Merengues comptent sur la qualité de leur effectif pour s'imposer sans difficulté majeure.

Ce match permettra également à

de jeunes talents issus de la Castilla, le centre de formation du Real Madrid, de se montrer. Pas moins de six joueurs de l'équipe réserve ont été appelés pour renforcer le groupe en vue de ce déplacement. Ce choix met en lumière la volonté du club de valoriser ses jeunes pousses tout en leur offrant une précieuse expérience de la compétition à un haut niveau. Pour ces jeunes joueurs, ce sera une opportunité unique de se démarquer et de démontrer qu'ils sont prêts à répondre aux attentes du club.

Si cette rencontre semble déséquilibrée, elle n'est pas sans enjeu pour le Real Madrid. Les surprises en Coupe du Roi sont fréquentes, et les pensionnaires de divisions inférieures, souvent galvanisés par la perspective d'affronter une équipe de renom, peuvent se révéler redoutables. Carlo Ancelotti et son staff devront donc éviter tout excès de confiance et maintenir la concentration de leur équipe pour éviter un faux pas.

Dans un autre registre, cette rencontre intervient alors que le secteur offensif du Real Madrid traverse une période délicate. Vinicius Junior, expulsé lors du dernier match contre Valence, risque une suspension qui pourrait peser lourd sur les prochaines rencontres de Liga et de Supercoupe. Cette situation place Kylian Mbappé au centre de toutes les attentes pour dynamiser l'attaque madrilène. Depuis son arrivée à Madrid, le capitaine des Bleus s'est imposé comme un leader sur le terrain, capable de faire la différence dans les moments décisifs. Sa gestion devient donc essentielle pour garantir son efficacité sur le long terme.

La décision de Carlo Ancelotti de laisser Mbappé sur le banc traduit une vision stratégique claire. Le technicien italien, conscient de l'importance de son attaquant vedette, préfère le préserver pour les échéances à venir. Cette approche,

bien que logique, souligne également la dépendance croissante du Real Madrid envers l'ancien Parisien. Avec l'absence probable de Vinicius et la nécessité de maintenir un haut niveau de performance en Liga, en Coupe et sur la scène européenne, Mbappé sera sollicité comme jamais dans les semaines à venir.

Ce match contre le Deportivo Minera représente ainsi une étape intermédiaire dans un calendrier infernal. Pour le Real Madrid, il s'agit avant tout de gérer cette rencontre avec sérieux tout en limitant les risques pour ses cadres. Les jeunes joueurs appelés en renfort auront une belle occasion de se mettre en lumière, tandis que l'équipe devra prouver qu'elle peut maintenir son niveau de compétitivité malgré les absences de plusieurs stars.

En attendant, le choix de Carlo Ancelotti de préserver Mbappé en dit long sur l'importance accordée à la gestion des forces dans une saison où chaque match compte. Ce repos permettra sans doute à l'attaquant français de revenir en pleine forme pour les prochaines échéances, où son impact sera déterminant. Pour les supporters, ce match sera également l'occasion d'évaluer la profondeur de l'effectif et la capacité des jeunes joueurs à porter le maillot du Real Madrid avec succès.

Face à un calendrier chargé et des attentes toujours élevées, le Real Madrid continue de jongler entre compétitions nationales et internationales. Cette gestion des ressources, si elle est bien menée, pourrait être la clé pour réussir sur tous les tableaux. Mais dans une saison où rien n'est acquis d'avance, chaque décision, y compris celle de ménager un joueur comme Mbappé, pourrait faire la différence entre le succès et l'échec.



1A

FIRST AFRIQUE

*"L'intégrité
est essentielle pour
la réussite à long terme
de toute entreprise.
Chez nous, c'est une valeur
non négociable."*



<https://firstafrique.tv/bj/>



+ 229 66 05 56 61

FIRST AFRIQUE

*Ce psaume est une magnifique expression de
confiance en Dieu*